

pays un premier ministre et un Gouvernement qui se soient trouvés dans des difficultés semblables à celles que le premier ministre et le Gouvernement actuels ont à résoudre? Vous le savez, depuis deux ans et demi, l'Europe a été jetée dans une guerre la plus effroyable de tous les temps. Un empereur, chef d'un pays orgueilleux, s'est levé, entraînant avec lui d'autres potentats. Il s'est, sans raison, par esprit de conquêtes, obéissant à une ambition sans limites, rué sur la Belgique et la France, espérant en faire des proies faciles. Mais la Providence veillait sur les Francs. De toutes parts, les nations se sont élancées sur les champs de bataille. La Russie, l'Italie, le Japon, le Portugal, le Monténégro, la Serbie et la Roumanie ont pris les armes et se sont portés au-devant de l'oppresseur.

Mais, monsieur l'Orateur, le grand pays dont nous faisons partie, l'empire britannique dont le drapeau glorieux s'est promené sur toutes les mers et sur toutes les terres, ne pouvait pas rester impassible dans la lutte pour la liberté du monde. Enterrant pour toujours les rivalités qui, pendant des siècles, l'avaient tenue éloignée de la France, l'Angleterre s'est unie à cette dernière. Ses soldats sont allés sur le territoire des Francs mêler leur sang au sang français pour en faire germer des victoires qui ont étonné le monde et repoussé le tyran. Ses flottes ont parcouru les mers, en ont chassé les vaisseaux allemands et tiennent la marine teutonne prisonnière au canal de Kiel. Au prix des plus grands sacrifices, l'Angleterre a créé une armée de cinq millions d'hommes. Elle a fait appel aux nations sœurs qui vivent sous son drapeau. Le Canada a noblement répondu. Il a mis près de quatre cent mille hommes sous les armes, dont environ trois cent mille sont déjà outre-mer ou sur les champs de bataille de l'Europe.

La vaillance de nos Canadiens a étonné le vieux monde.

Les combats d'Ypres, de Saint-Julien, de Festubert, de Langemark, de Saint-Eloi, de la Somme, de Courcellette, de Salonique et des Dardanelles, redisent leur gloire. Nos soldats, nos fils, nos frères, de nos collègues de cette Chambre, ont appris au monde que sur les bords du Saint-Laurent et de nos grands lacs, dans nos plaines de l'ouest comme au pays d'Évangéline, près de la grande République notre voisine, comme dans les glaces du Nord, vit une jeune nation qui se rappelle la vaillance de Wolfe et de Montcalm, qui a le souvenir

du cœur, l'âme des grandes nations qui lui ont donné la vie, et qui a cru que c'était son devoir de prendre sa part de responsabilité dans la terrible guerre qui, pour le salut du monde et la sauvegarde de la liberté des peuples, ne peut se terminer autrement que par la victoire de nos mères patries, la France et l'Angleterre, supportées par leurs puissants alliés.

Dans ces circonstances tragiques et si lourdes de responsabilités, le Gouvernement a noblement et fermement fait son devoir; à tel point que les partis politiques se sont effacés et que toute la députation du Canada, sans exception, a voté avec enthousiasme et la plus grande loyauté à l'Empire britannique, l'envoi de nos soldats volontaires sur les champs de batailles et les centaines de millions qu'il fallait pour les soutenir et les équiper.

Aussi, monsieur l'Orateur, est-ce avec une surprise bien grande que j'entends, depuis quelques jours, les cris discordants qu'une voix libérale pousse dans Dorchester, à l'occasion de l'élection nécessitée par le décès du regretté ministre des Postes que toute cette Chambre regrette bien sincèrement. Nul doute que le très honorable chef de l'opposition et son parti tiendront à honneur de faire comprendre à la Chambre et au pays, qu'ils n'approuvent pas la conspiration du jeune politicien, dont la conduite, dans les circonstances, est une attaque contre la détermination du Canada de donner tous ses efforts au succès de la guerre qui demande toute l'énergie du pays pour être conduite à bonne fin.

Monsieur l'Orateur, à cause de la guerre terrible que nous soutenons, certaines personnes et certains journaux ont répété que le Gouvernement allait établir la conscription. Ai-je besoin de dire ici que l'honorable premier ministre et plusieurs de ses collègues ont repoussé cette idée en disant qu'il n'en était pas et qu'il n'en avait pas été question au Gouvernement.

D'ailleurs, monsieur l'Orateur, je puis dire, et je crois, en faisant cet avancé, rencontrer l'assentiment de toute la députation, que d'après la constitution du pays, il ne peut pas être question de conscription pour envoyer nos soldats combattre en dehors du Canada, sans qu'une loi à cet effet ne soit votée par le Parlement, et que jamais la députation ne prendra sur elle de voter une telle loi qui serait de nature à changer la loi organique existant depuis la création de la Confédération canadienne, sans d'abord la soumettre au peuple.

Non, monsieur l'Orateur, il n'est pas question de conscription. Il n'est pas be-